



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Contrat de délégation de service public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation conclu avec la société AMETYST - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12572 du 30 octobre 2014, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public (DSP) de Traitement des Déchets Ménagers par Méthanisation pour l'exploitation de l'unité située dans la zone d'activités GAROSUD à Montpellier, avec la société AMETYST pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2015.

Au terme des premières années d'exécution de ce contrat de délégation de service public, il est apparu indispensable d'intégrer les évolutions des conditions de son exécution, relatives notamment au nouveau tarif de rachat de l'électricité produite par méthanisation, ainsi qu'aux prestations nouvelles confiées au délégataire suite à la mise en place du dispositif de traitement d'air installé, évolutions occasionnant des variations de recettes et de dépenses.

En effet, le tarif de rachat du kWh d'électricité issu de méthanisation, fixé par les pouvoirs publics par l'arrêté du 19 mai 2011, a bénéficié d'une augmentation via un avenant au contrat d'obligation d'achat conclu par le délégataire avec EDF en janvier 2016 et qu'il convient de prendre en compte dans le calcul des redevances versées pour le traitement des ordures ménagères résiduelles (R OMR) et des bio-déchets (R BIO). Ainsi, l'avenant prend acte du nouveau tarif de vente d'électricité à EDF de 175 €/ MWh, valeur 1er janvier 2016, contre un précédent tarif de 125,46 €, valeur septembre 2014, qui génère une amélioration des recettes de l'ordre de 9 M€ H.T sur la durée résiduelle de la DSP à compter du 1er janvier 2017.

Par ailleurs, le contrat prévoit, qu'au terme des travaux réalisés par la Métropole pour le traitement d'air en amont du biofiltre 3 en sortie des BRS, les dépenses d'exploitation, dont le montant n'était pas connu à la date de signature du contrat et aujourd'hui évaluées à 294 000 € H.T par an, soient prises en compte dans le calcul des redevances R OMR et R BIO.

En conséquence, les prix contractuels de traitement des ordures ménagères résiduelles de la Métropole (P OMR) et des bio-déchets (P BIO), d'un montant respectivement de 82,50 € H.T. la tonne et 40,00 € H.T. la tonne, valeur septembre 2014, sont ramenés respectivement à compter du 1^{er} janvier 2018 à 78,46 € H.T. et 28,41 € H.T. Les seuils d'intéressement de la Métropole aux recettes de valorisation énergétiques sont modifiés en conséquence pour tenir compte de l'accroissement du risque du délégataire.

Les parties ont également décidé de solder définitivement à titre transactionnel les exercices 2016 et 2017 par le paiement de la Métropole au profit du Délégataire d'un montant de 218 502,21 € HT.

Le projet d'avenant prend en compte par ailleurs le versement d'une subvention de l'Agence de l'Eau d'un montant de 608 774 € H.T. au bénéfice du délégataire et constate que celui-ci se trouve dans l'incapacité temporaire à réaliser son compte d'exploitation prévisionnel du fait des évolutions réglementaires, intervenues postérieurement à la signature du contrat, en consentant un abattement exceptionnel et conjoncturel de 50% sur le montant de la participation pour l'utilisation de l'usine pour les tonnages d'ordures ménagères tierces. Complémentairement, l'avenant comporte diverses dispositions relatives à l'installation par le délégataire d'un automate de pilotage des équipements de conduite des installations biogaz, sans surcoût financier pour la Métropole, ainsi qu'à la réalisation de prestations occasionnelles relatives notamment au vidage et nettoyage de conteneurs de collecte des bio-déchets en apport volontaire dénommés « Tubes ». Enfin, l'avenant comporte un certain nombre de dispositions diverses sans conséquences financières concernant les modalités de gestion comptable du compte Gros Entretien Renouvellement et les informations contractuelles à fournir par le délégataire.

Le nouveau montant actualisé de la DSP s'établit ainsi à 158 048 825,43 € H.T. en augmentation de 2,31% par rapport au montant initial de 154 397 952,67 € H.T. Le nouveau montant actualisé des redevances à verser par la Métropole au titre du traitement des ordures ménagères résiduelles et des bio-déchets et intégrant l'abattement exceptionnel et conjoncturel de 50% sur le montant de la participation pour l'utilisation de l'usine et les prestations supplémentaires de lavage des « Tubes », s'établit à 98 897 627,11 € H.T., en baisse de 5,42% par rapport au montant initial soit une économie de plus de 5,66 M € H.T., valeur septembre 2014, sur la durée résiduelle du contrat.

Ce projet d'avenant n°1 a reçu un avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers lors de sa séance du 14 mars 2018.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de DSP pour le traitement des déchets par méthanisation,
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30773-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.